

Le pouvoir « d'en haut » est à portée de mains, dans nos mains

Nous avons rencontré **Jean-Paul Jouary**, philosophe, qui venait de publier : *je vote donc je suis*. Interview de ce penseur qui met la philosophie au service de la politique et appelle les citoyens à l'action. A lire ou relire pour regarder et penser autrement le monde d'aujourd'hui, d'ici et d'ailleurs...

L'homme, la femme, sont-ils par essence : « insociables » ou au contraire « naturellement » sociables ? Faut-il des règles pour vivre côte à côte ?

Ce qui nous différencie fondamentalement des animaux, c'est qu'on n'imagine pas une révolte des fourmis pour faire tomber la reine. Nous n'avons pas, nous, de règles génétiquement déterminées pour hiérarchiser et organiser notre vie en commun. Cela fait maintenant des centaines de milliers d'années que notre espèce ne peut survivre qu'en transformant le milieu en fonction de ses besoins, qu'en multipliant les médiations entre la nature et elle. Cela exige une organisation collective. Nous ne sommes pas « naturellement » sociables. Nous devons vivre en commun, en partageant et en divisant les tâches, en échangeant. Nous ne pouvons le faire qu'en nous donnant des règles communes. Cela n'a rien de « naturel ». Nous ne sommes ni insociables, ni sociable, mais nous vivons dans une « insociable sociabilité » comme le disait Kant. Chacun, au sein d'un groupe « réglé », continue d'avoir des désirs, des besoins à exprimer, des intérêts qui lui sont propres, des droits, qu'il continue de faire passer avant ceux des autres. En même temps nous devons nous soumettre à des lois, des règles communes. Rousseau avait déjà bien vu que se soumettre à des lois qu'on a choisies c'est se soumettre à soi-même donc être libre. Il nous faut donc coordonner notre point de vue avec celui des autres, chacun restant un individu tendantiellement égocentrique. C'est le droit, les conventions qui organisent le rapport de soi aux autres. Elles garantissent mon individualité, autorisent mon épanouissement. Si cette contradiction a de lointaines racines « naturelles », elle est ordonnée selon des règles culturelles.

Dans votre ouvrage « Je vote donc je pense », vous écrivez : « naturaliser du social tue l'idée du politique ». Pourriez-vous expliquer cette idée et nous dire ce qui pour certain est « naturel » dans le social ?

Si la politique c'est fondamentalement, tout ce que nous faisons et nous disons pour organiser notre vie en commun, faire de la politique c'est agir pour faire bouger les règles collectives. Par définition, la politique n'a de sens que si elle relève d'une initiative humaine individuelle et collective. Dire que la société, son organisation et sa hiérarchie relèvent d'un ordre « naturel », ce serait dire qu'elle échapperait à la volonté des hommes. Toutes les connaissances disponibles aujourd'hui nous disent que rien de ce qui est héréditaire nous prédestine, tant dans le domaine psychologique, social, que culturel. Chaque personnalité humaine se construit dans des rapports sociaux, culturels, affectifs et notamment linguistiques avec les autres. Ce que nous sommes et qui n'est jamais

vraiment achevé, nous le devenons.

C'est ce que conteste Sarkozy lorsqu'il introduit de façon « théorique » l'idée qu'on serait par nature conduit à être ceci, cela ou autre chose. Dès qu'on naturalise la société, le social, la politique n'a plus de sens. Dans nos sociétés, il y a bien une activité idéologique pour résigner. Elle concerne les dominants comme les dominés. Dans l'antiquité, les esclaves comme les maîtres croyaient que les esclaves l'étaient par « nature ». La naturalisation du social découle d'une sorte « d'éternisation », de généralisation de la société telle qu'on la voit ou qu'on croit la voir. Les parents eux-mêmes peuvent porter de telles croyances à l'égard de leurs enfants. « Ils » ne seraient pas doués pour les mathématiques, n'auraient pas d'aptitude pour les arts, le sport, seraient des « manuels » etc. La généralisation de cette idéologie accompagne la montée en puissance des idées libérales, leur extension à l'échelle du monde. Ainsi à l'opposé des connaissances établies, on assiste sur tous les plans à la montée de la résignation, à une sorte d'enfermement des individus mais aussi des peuples dans des trajectoires sociales, culturelles, géopolitiques présentées comme indéniables et prévisibles.

N'est-il pas paradoxal, de voir cette idéologie de naturalisation montante s'appuyer sur la science ?

Elle ne s'appuie pas sur les sciences, mais sur une vision réductrice de la science apparue au XIX^e siècle, en rupture avec celle qui prévalait aux XVII^e et XVIII^e siècles et qui était culturelle. Cette conception quantitative, positiviste, de la connaissance cherche à réduire les phénomènes humains et sociaux à des formules mathématiques, à des résultats « expérimentaux ». C'est ainsi qu'on a fourni des justifications pseudo-scientifiques au colonialisme, au racisme et finalement au nazisme. Cette idéologie scientiste continue de produire et de se reproduire. Elle trouve une certaine perméabilité, trop souvent, dans un enseignement dogmatique des sciences, où l'on demande plus de reproduire, d'appliquer que de chercher en liant les différents savoirs, en les articulant avec l'art ou le social. Ses principaux soutiens aujourd'hui sont dans le monde anglo-saxon, même si de nombreux contre-feux se sont allumés. L'approche naturaliste des phénomènes humains se développe dans le cadre en particulier de la sociobiologie de Wilson. Il s'agit en fait de naturaliser tout les phénomènes humains, sociaux et sociétaux, de justifier le caractère normal de toute inégalité, de toute discrimination. C'est un véritable dévoiement de la science.

Vous consacrez dans votre livre un chapitre à la « vérité », pourquoi liez-vous cette question à celle de la « pratique » ? L'histoire individuelle et collective



Le pouvoir d'état dans tous les pays est inversement proportionnel à la quantité de pratiques démocratiques des citoyens

des hommes et des femmes est-elle historiquement déterminée ?

Dans l'histoire de la pensée politique, il y a un débat essentiel. Sous des formes différentes depuis l'antiquité (Platon, Aristote), perdure l'idée que celui qui « sait » ce que doit être la société, doit gouverner la pratique des autres, ceux qui ne savent pas. Il y a un lien fondamental entre le pouvoir et le savoir. En politique, on a voulu réduire la vérité objective, du réel, à celle des chiffres et des démonstrations : « lisez mon projet politique, entrez dans ma logique abstraite, suivez mes indications ». Les socialistes utopiques ont battu tous les records dans cette voie, allant jusqu'à prévoir tous les gestes quotidiens et intimes. C'est une conception de la vérité qui oublie une chose : en société la vérité est pratique. Ceux qui disaient dans l'antiquité que l'esclavage serait éternel, ceux qui partageait avec les esclaves eux-mêmes cette erreur, étaient pourtant persuadés d'énoncer une vérité ! L'idée d'une infériorité naturelle, partagée tant par les dominants que les dominés était alors une vérité de ce monde. Dans les affaires humaines, le sujet et l'objet ne font qu'un. C'est comme si la terre s'était seulement mise à tourner avec Galilée. C'est seulement lorsqu'il y a prise de conscience de ce qui est bon pour nous que ce qui est bon peut advenir. Quand on regarde l'histoire de la pensée politique, on s'aperçoit qu'aucun philosophe, aucun théoricien n'a jamais rien inventé. Quand les théories démocratiques commencèrent à s'établir, cela faisait trois siècles que des paysans illettrés se battaient contre le despotisme. Dans leurs pratiques, il y avait ce qui permettait de penser la démocratie. Mais sans ces théoriciens on ne pouvait pas la penser. Ils ont su donner une force collective à ce mouvement historique. La théorie ne peut voir de vérité que dans le mouvement des peuples. C'est la grande innovation de Marx, contrairement à ce qu'on a pu en faire par la suite et à ce que certains en pensent encore aujourd'hui. Quand il dit que la vérité consiste à développer les idées dont le monde est déjà porteur, il définit le communisme non comme un état ou un modèle, mais comme le mouvement réel qui aboutit à l'état actuel, comme un processus collectif ancré sur le réel. Au xx^e siècle, deux des plus grands philosophes « continuateurs » de Marx, Merleau-Ponty

et Michel Foucault ont été « dénoncés » par les marxistes « orthodoxes » de l'époque comme « complices » de la pensée nord américaine. Le premier nous dit : « soit la vérité nous y allons ensemble, soit ce n'est pas vers la vérité que nous allons ». Ce sont les peuples qui accouchent de leur vérité politique. Le second montre que le pouvoir ne vient pas d'en haut mais d'en bas, par « capillarité » dit-il. C'est une très belle et décisive expression. S'il peut y avoir un pouvoir d'en haut, c'est parce qu'en bas, il y a des « mini pouvoirs » qui se diffusent et remontent. Rousseau l'avait déjà bien vu. Chacun est content là où il est d'avoir un pouvoir sur ses proches, sur celui qui est juste en dessous de lui. Il obéit d'autant plus à celui qui est au dessus de lui, qu'il peut dominer celui qui est en dessous. On ne monte dans l'échelle du pouvoir qu'en écrasant ce qui est en dessous. C'est de cette lutte pour le pouvoir partout que le pouvoir d'en haut se nourrit. C'est dans les pratiques que les idées naissent, c'est par elles que le pouvoir, celui d'en bas et celui d'en haut, peut se dissoudre et perdre de son efficacité. Je pourrais presque proposer un théorème : « le pouvoir d'état dans tous les pays est inversement proportionnel à la quantité de pratiques démocratiques des citoyens ».

Les citoyens ne seront pas libres parce que l'état va changer. C'est parce que les citoyens se libèrent dans la pratique que l'état ne peut plus gouverner. C'est pourquoi le métier d'enseignant est essentiel. Comment ce métier s'exerce-t-il au quotidien (dans la classe, dans l'établissement, dans la cité), quels rapports aux élèves, aux collègues, aux parents ? Plus généralement : comment comme père, mari, citoyen, nous comportons nous chaque jour ? Dans nos pratiques peuvent se forger de grandes idées qui feront tâche d'huile. En fait c'est un grand apport de Michel Foucault que d'avoir montré que le pouvoir d'en haut est à portée de main, dans nos mains. S'il fallait ne retenir qu'une idée de mon livre, c'est celle là qu'à mes yeux que l'on pourrait choisir. ♦

Jean-Paul Jouary, Docteur d'état en philosophie, auteur de nombreux ouvrages et articles. Voir aussi CP 21.